



**Interview accordée par M. le Ministre des Affaires Étrangères M. Sabri BOUKADOUM
au quotidien espagnol "El País".
30 mars 2021**

Q : La sécurité est une question clé dans votre dialogue avec l'Espagne. Votre pays ne souffre pas actuellement du terrorisme, mais ses voisins si. Comment voyez-vous la situation?

R : : Le terrorisme nous frappe depuis longtemps; nous avons de l'expérience. Nous sommes convaincus que ce n'est typique d'aucun pays ni d'aucune religion, mais qu'il s'agit d'un phénomène transnational. C'est pourquoi seule la coopération internationale fonctionne. Le Sahel est vital pour tous. Les Espagnols sont de plus en plus présents.

Q. Les perspectives se sont-elles améliorées depuis la défaite de l'État islamique? Ou ne pensez-vous pas qu'il y a eu une telle défaite?

R: Il y a un combat continu, quelle que soit la dénomination. État islamique, Boko Haram... tout est pareil. Il y a une régénération continue du phénomène. Il faut travailler avec des moyens militaires, mais aussi comprendre ce qui se passe. Il serait utile que les problèmes de développement soient traités plus sérieusement. Lorsqu'il n'y a pas de ressources, l'argent facile du terrorisme et des enlèvements l'emporte; gardez cela à l'esprit. Vous pouvez avoir la force française Barkhane, avec 5 100 soldats, ou la MINUSMA de l'ONU, avec plus de 15 000, mais rien de tout cela n'est suffisant. Il ne s'attaque pas à la cause profonde du terrorisme.

Q: La migration est également fondamentale dans vos relations avec l'Espagne et avec l'UE. La route de l'Algérie à la côte espagnole est aujourd'hui l'une des principales. Pourquoi?

R: L'Algérie subit également une pression considérable. En Europe, elle n'est ni perçue ni comprise. En Espagne, en Italie, en France ou en Grèce, ils se plaignent des migrations massives, mais c'est nous qui les recevons avant qu'elles n'atteignent l'Europe. L'Algérie est devenue un pays d'origine et de destination. Les Européens se plaignent, mais devons-nous agir comme des policiers pour l'Europe? Vous voulez une protection, mais qui nous protège? Un jour, nous dirons: «Laissez-les sortir», comme certains le font. Mais non, nous travaillons avec l'Espagne, la France, l'Allemagne, le Portugal... L'année dernière, avec la Covid, les chiffres

se sont assouplis, mais durant l'année passée, à un moment donné, nous avons eu plus d'un millier d'arrivées par jour.

Q: Comment le gérez-vous? L'une des mesures consiste à renvoyer les migrants au Niger.

R: Ce sont des retours volontaires.

Q: Toujours?

R: Oui, en collaboration avec les pays d'origine et l'Organisation internationale pour les migrations.

Q: Et cela suffit-il?

R: Non, ils entrent et sortent. Nous avons 7 000 kilomètres de frontière. C'est la migration économique, motivée par la désertification, le terrorisme, le manque d'emplois ...

Q: Mais les jeunes Algériens partent aussi pour l'Espagne. Les chiffres indiquent qu'ils sont la première nationalité des arrivées.

R: Nous essayons de faire de notre mieux pour qu'il n'y ait aucune raison de partir. Nous collaborons avec l'Espagne et d'autres voisins pour contenir ce phénomène. Mais ils ne sont pas seulement algériens. Il y a beaucoup de gens qui quittent la côte algérienne et qui ne le sont pas, même s'ils disent oui. Ils le font parce que nous rapatrions tous les Algériens. Certains en profitent.

Q: Votre pays ne demande-t-il pas plus d'aide de l'UE?

R: Oui, nous voulons travailler ensemble. Telle est ma démarche et les Européens semblent écouter. Nous voulons travailler dans trois groupes: l'UE, l'Algérie et le Mali ou le Niger. La plupart des gens passent par le Niger. Cette migration doit être stoppée dans les pays d'origine. La création d'emplois les aidera à ne pas vouloir partir. Et ce sera moins cher que, par exemple, mettre des navires en Méditerranée. La MINUSMA coûte des milliards par an. Des écoles et des centres de santé doivent être construits. Cela coûte moins cher et permet aux gens de rester là où ils sont.

Q: Quelle est la situation au Sahara occidental après le cessez-le-feu?

R: Nous ne pouvons pas, je le dis très diplomatiquement, gérer simplement le problème. Pour l'instant, nous ne faisons que cela. Nous devons le résoudre. L'Espagne a une responsabilité historique, elle ne peut pas se cacher derrière les Nations Unies. Il y a une responsabilité particulière, vous devez intervenir. Je sais que c'est compliqué, mais on ne peut pas continuer de cette façon pendant encore 40 ans.

Q: Pensez-vous que l'Espagne a une position active dans ce conflit ?

R: Je n'ai pas à donner de leçons. L'Espagne ne peut se débarrasser de sa responsabilité historique. Elle doit être plus visible dans ce domaine.

Q: Quelle est la situation sur le terrain?

R: Eh bien, c'est une rupture du cessez-le-feu. Il y a des combats et des morts. C'est dramatique car tous les Sahraouis ont de fortes racines en Espagne, je n'ai rencontré personne qui n'ait pas de connexion, y compris les jeunes. Tous parlent espagnol. C'est une question que nous devons aborder plus sérieusement. On prend une résolution, puis une autre ... qui ne mène à rien, seulement au blocage et on sait déjà qui bloque. Certains pays passent leur temps à insulter.

Q: L'Algérie tient des élections législatives en juin. Qu'attend-il?

R: Le Gouvernement sortira du Parlement. Il appartient fondamentalement aux jeunes de participer, d'être candidats, de changer les choses. Nous attendons beaucoup de ces élections. Les moyens de changer sont là, même si je sais que certaines personnes le contestent.

Q: Le mouvement Hirak a dit qu'il ne participerait pas. Cela peut-il nuire à la légitimité du vote?

R: La légitimité vient du peuple, même s'il vote à 20%. Ils ont la possibilité de choisir et de changer les choses.

Q: Ils peuvent avoir l'impression qu'il n'y a pas de candidat pour changer les choses.

R: Ceux qui le rejettent, y compris le Hirak, devraient s'organiser en formation politique. Qu'est-ce qui les en empêche ? Il y a eu des changements. Dans la nouvelle loi [électorale], il y a une parité sur les listes. Il y a d'autres changements. Le président a beaucoup de pouvoir dans notre pays, mais il est en train de le céder. Une Cour constitutionnelle a été créée. Egalement le Conseil de la jeunesse, le Conseil de l'énergie... Avant la Constitution, le président décidait de tout. Plus maintenant.

Q: Vous pensez donc que votre pays a changé depuis la chute de Bouteflika ?

R. Nous ne sommes pas l'Espagne, mais nous avons ouvert une voie. Nous allons étape par étape.